



© LE SAUX LIONEL/SIPA

# MOBILISER LES VOLONTÉS

DIE EUROPÄISCHE VERTEIDIGUNGSPOLITIK  
AUF WACKLIGEM BODEN

L'écart entre les attentes placées dans la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC) et les capacités qu'elle met effectivement en œuvre constitue encore l'un des grands écueils auxquels se heurte à ce jour le projet d'une Europe de la Défense. Cet écart grandit aujourd'hui, à l'heure où la PSDC s'étiolle lentement sous les effets conjugués de la crise économique, financière et budgétaire, du manque de volonté politique, d'une certaine culture de la "démilitarisation", et de l'absentéisme qui a caractérisé les récentes sorties de l'UE en Afrique sub-saharienne et en Libye. Mais la crise est également porteuse d'opportunités. En exerçant une pression sur les budgets militaires des États membres, elle peut jouer le rôle de catalyseur, en créant les conditions d'une mobilisation des volontés à l'échelle européenne.

L'incurie politique ou les coupes budgétaires opérées dans le domaine de la défense constituent autant de révélateurs des lignes de failles qui parcourent le projet européen et qui traduisent le mal récurrent dont souffre la PSDC.

**La PSDC charrie toutes les fractures de la vieille Europe. Les États doivent se forcer à penser leurs réformes militaires en intégrant les enjeux européens**

PAR OLIVIER DE FRANCE,  
EUROPEAN COUNCIL ON FOREIGN RELATIONS

Les réductions budgétaires sont opérées de façon strictement nationale, sans intégrer les enjeux stratégiques européens et sans aucune consultation entre États membres. C'est cette absence de vision commune ou de fil directeur collectif qui est la plus frappante. L'Europe de la défense, en dernier ressort, pose au Vieux Continent la question des parcours historiques, stratégiques et culturels divers qu'il héberge en son sein. La PSDC charrie des questions lourdes et anciennes, qui touchent à la souveraineté des États et leurs prérogatives régaliennes. C'est sur le canevas de ces lignes de failles historiques, stratégiques et culturelles qu'il convient de tracer les lignes de

force d'une vision commune et d'une volonté collective.

Comment procéder? Les hypothèses ne manquent pas et incluent diverses reconfigurations institutionnelles mais l'enjeu véritable est ailleurs. Ce mécano institutionnel restera coquille vide en l'absence de volonté collective ainsi que d'un cadre d'analyse et de référence commun. Disposer d'un document de référence à même de donner une cohérence et une lisibilité à ces défis est une première étape indispensable. Pour mobiliser les volontés, il doit pouvoir aller plus loin qu'une stratégie générale de sécurité. Il doit allier réflexion stratégique générale, considérations capacitaires opérationnelles et budgétaires communes, et légitimité théorique suffisante. La définition d'un socle de priorités et d'intérêts communs suppose aussi une véritable compréhension des différentes réalités nationales. C'est pourquoi la présentation en novembre dernier au Parlement européen du rapport Lisek pose un premier jalon important. Il enjoint l'Union de se doter d'un livre blanc rédigé "sur la base des examens nationaux, tout en leur servant de point de référence en inscrivant la planification de la défense nationale dans une perspective de sécurité commune" (§15). Une telle initiative présenterait un double avantage. Elle peut mettre à profit la puissance de proposition de l'axe Londres-Paris-Berlin sans pour autant perdre de sa légitimité aux yeux des "petits pays". Au contraire, elle offre la possibilité aux acteurs de l'Europe de la défense d'engager une réflexion empirique et véritablement européenne. L'élaboration d'un document doté d'une légitimité suffisante et susceptible de combler ce vide stratégique constituerait une opportunité inédite de mobiliser les volontés à toutes les échelles du projet européen, et un premier pas décisif pour la relance d'une Europe de la défense qui bat plus que jamais de l'aile. ●

*\*Cf. Nick Witney, How to Stop the Demilitarisation of Europe, novembre 2011.*